

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 2445

[C — 2009/29291]

**26 MARS 2009. — Décret portant diverses dispositions en matière d'enseignement en alternance,
d'enseignement spécialisé et d'enseignement de promotion sociale (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — *Modification du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement en alternance*

Article 1^{er}. § 1^{er}. A l'article 2, alinéa 2, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance, les mots « ordinaire et spécialisé » sont ajoutés à la suite du mot « secondaire ».

§ 2. A l'article 2, alinéa 2, du décret précité, les mots « d'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 » sont ajoutés à la suite des mots « enseignement professionnel ».

§ 3. A l'article 2 du décret précité, un 3^e alinéa est ajouté : « Le Gouvernement arrête les modalités d'application de l'alternance dans l'enseignement secondaire spécialisé ».

Art. 2. § 1^{er}. A l'article 2bis, § 1^{er}, du décret précité, les mots suivants sont ajoutés :

« 3^o un enseignement organisé conformément à l'article 47 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les attendre et débouchant sur la délivrance d'un certificat de qualification spécifique sanctionnant des études dont le niveau est fixé en référence aux profils de formation visés à l'article 47 du même décret et assurant une formation générale et humaniste. »

§ 2. A l'article 2bis, § 4, 1^{er} alinéa, du décret précité, les mots « au § 1^{er} » sont remplacés par les mots « au § 1^{er}, 1^o et 2^o ».

§ 3. A l'article 2bis, § 4, 2^e alinéa, du décret précité, les mots « à l'article 7 » sont remplacés par les mots « à l'article 2quater § 2 ».

Art. 3. § 1^{er}. A l'article 2ter, § 1^{er}, 3^e alinéa, du décret précité, les mots « ou dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4, selon le cas » sont ajoutés après les mots « Centre d'éducation et de formation en alternance ».

§ 2. Le § 3 de l'article 2ter du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement devient le § 4.

§ 3. A l'article 2ter du décret précité, il est inséré un nouveau § 3 rédigé comme suit :

« § 3. L'enseignement secondaire en alternance visé à l'article 2bis, § 1^{er}, 3^o, est organisé ou subventionné au niveau de la forme 3 de l'enseignement spécialisé.

Cet enseignement est dispensé à raison de six cents périodes de cinquante minutes au moins par an, réparties sur vingt semaines au moins et comprend aussi, obligatoirement, au moins six cents heures d'activité de formation par le travail en entreprise par an, réparties sur vingt semaines au moins. L'année de formation peut se dérouler conformément au calendrier scolaire ou être organisée selon d'autres modalités. La formation peut être organisée en modules de formation. Pour les élèves visés à l'article 2bis, § 3, la partie de la formation assurée par l'enseignement peut être réduite à 300 périodes par année de formation.

Lorsqu'il s'avère impossible, pour toute raison, de disposer d'au moins six cents heures d'activité de formation par le travail en entreprise pour une année de formation, des périodes complémentaires de formation professionnelle sont organisées dans l'enseignement spécialisé. Toutefois, le nombre d'heures d'activité de formation par le travail en entreprise ne peut être inférieur à trois cents par année de formation.

Dérogation peut être accordée par le Ministre en charge de l'Enseignement en Alternance aux dispositions des alinéas 2 et 3 pour des raisons exceptionnelles. »

Art. 4. A l'article 2quater, § 2, 3^e alinéa, du décret précité, les mots « Cet alinéa ne s'applique pas à l'enseignement secondaire spécialisé », sont ajoutés après les mots « qui y sont organisés ».

Art. 5. § 1^{er}. L'article 2quinquies, § 1^{er}, 2^e alinéa, est remplacé par la disposition suivante :

« Dans un cas comme dans l'autre, si le Conseil de direction marque son accord, l'établissement crée ou maintient l'option considérée soit sous les deux formes du plein exercice et de la formation en alternance ou sous l'une des deux seulement. L'ensemble des procédures relatives à la programmation, à la suspension, à la dérogation et à la transformation dans l'enseignement secondaire de plein exercice fixées par ou en application du décret du 29 juillet 1992 organisant l'enseignement secondaire, de même que les différentes normes y afférentes sont d'application, à l'exception du minimum de population par option de base groupée quand celle-ci est organisée uniquement en alternance au 3^e degré de la section de qualification de l'enseignement technique, au 3^e degré de l'enseignement professionnel, en 7^e année de perfectionnement ou de spécialisation de l'enseignement technique ou en 7^e année de l'enseignement professionnel. Ce minimum de population est fixé par l'arrêté royal n^o 49 du 2 juillet 1982. Un élève du Centre d'éducation et de formation en alternance est pris en compte, pour l'ensemble de ces procédures, de manière égale à un élève de plein exercice. Lorsque la création se fait uniquement sous la forme de l'enseignement en alternance et qu'en application de l'article 2ter, § 1^{er}, alinéa 2, et § 2, alinéa 2, l'année de formation se déroule selon d'autres modalités que celles du calendrier scolaire, la norme doit être atteinte à la création et information en est donnée à l'administration au moins un mois avant le début de la nouvelle formation. »

§ 2. A l'article 2*quinquies* du décret précité, il est ajouté un § 3, rédigé comme suit :

« § 3. Les formations visées à l'article 2*bis*, § 1^{er}, 3^o, sont arrêtées, par le Centre d'éducation et de formation en alternance sur décision prise aux deux tiers des membres présents du Conseil de direction et après s'être assuré que l'établissement où sera organisée la formation a obtenu l'accord de son pouvoir organisateur.

Le Centre d'éducation et de formation en alternance transmet pour le 1^{er} octobre la liste des formations organisées à cette date ainsi que la liste des élèves qui y sont inscrits. Il avertit immédiatement l'administration et l'Inspecteur coordonnateur de l'enseignement spécialisé, en cours d'année, de toute modification de la liste des formations et des élèves. »

Art. 6. A l'article 3, § 1^{er}, du décret précité, les mots « sauf pour les élèves de l'enseignement spécialisé qui restent inscrits dans l'établissement d'enseignement secondaire spécialisé. » sont ajoutés après les mots « l'inscription des élèves ».

Art. 7. Le premier alinéa de l'article 18 du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance est remplacé comme suit :

« Pour le calcul des emplois du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif et de sous-directeur, les élèves inscrits dans l'enseignement secondaire en alternance sont pris en compte dans l'établissement d'enseignement de plein exercice où ils suivent la majorité de leur formation professionnelle. Les élèves qui suivent les cours dans un établissement d'enseignement de promotion sociale sont pris en compte dans l'établissement siège du CEFA. Le nombre d'élèves est affecté du coefficient 0,5. »

Art. 8. § 1^{er}. A l'article 4, 3^e alinéa, du décret précité, les mots « et/ou organisant la forme 3 de l'enseignement secondaire spécialisé » sont ajoutés après les mots « des sections de qualification ».

§ 2. A l'article 4, 3^e alinéa, du décret précité, les mots « Pour l'enseignement secondaire spécialisé l'avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé est requis. » sont ajoutés après les mots « selon les modalités que le Gouvernement arrête. »

§ 3. A l'article 4, 4^e alinéa, du décret précité, les mots « ordinaire ou du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé, selon le cas » sont ajoutés après les mots « Conseil général pour l'enseignement secondaire ».

§ 4. A l'article 4 du décret précité, il est ajouté un 6^e alinéa, rédigé comme suit :

« Les élèves de l'enseignement secondaire spécialisé qui ont souscrit, soit un contrat d'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés, soit une convention emploi-formation, soit toute autre forme de contrat ou de convention reconnue par la législation du travail et s'inscrivant dans le cadre d'une formation en alternance qui aura reçu l'approbation du Gouvernement de la Communauté française, soit une convention ou un stage d'insertion socioprofessionnelle, au 1^{er} octobre de l'année scolaire en cours sont pris en compte pour l'application de l'alinéa 2. »

Art. 9. A l'article 5 du décret précité, il est ajouté un 3^e alinéa, rédigé comme suit :

« La coopération entre un établissement d'enseignement secondaire spécialisé et un CEFA est régie par une convention dont les modalités sont définies par le Gouvernement. »

Art. 10. § 1^{er}. A l'article 5*bis*, du décret précité, les §§ 3 et 4 sont remplacés par les mots suivants :

« § 3. Le conseil zonal de l'alternance prend ses décisions par consensus. A défaut, il transmet au Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire ordinaire et au Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé, les différentes propositions de décision mises en délibération et qui n'ont pas réuni le consensus. Le Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire ordinaire et le Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé prennent la décision sur l'objet en débat selon les modalités définies par le Gouvernement.

§ 4. Le conseil zonal de l'alternance établit chaque année un rapport quantitatif et qualitatif sur l'enseignement secondaire en alternance dans la zone. Ce rapport est transmis au Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire ordinaire et au Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé, puis, avec les remarques de ceux-ci, adressé au Gouvernement. »

Art. 11. A l'article 6, § 1^{er}, 1^{er} alinéa, du décret précité, les mots « dans un centre d'éducation et de formation en alternance » sont remplacés par les mots « dans l'enseignement secondaire en alternance ».

Art. 12. § 1^{er}. A l'article 9, 3^e alinéa, du décret précité, les mots « Dans l'enseignement secondaire spécialisé en alternance, la composition et le fonctionnement du conseil de classe sont réglés par l'article 80 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé » sont ajoutés après les mots « article 9 du présent décret ».

§ 2. A l'article 9, 4^e alinéa, du décret précité, les mots « sauf que le coordonnateur et/ou un accompagnateur » remplace les mots « sauf que le coordonnateur et un accompagnateur ».

Art. 13. Un article 9^{ter}, rédigé comme suit, est ajouté dans le décret précité :

« Article 9^{ter}. § 1^{er}. L'élève qui a suivi les cours de l'enseignement secondaire en alternance visé à l'article 2^{bis}, § 1^{er}, 3°, de manière régulière et a atteint les compétences fixées par le profil spécifique de formation obtient un certificat de qualification dont le Gouvernement fixe le modèle.

§ 2 La délivrance des certificats de qualification en alternance visés au présent article se fait selon les mêmes modalités que celle des certificats de qualification de l'enseignement secondaire de plein exercice sauf que le coordonnateur et/ou un accompagnateur sont associés, avec voix délibérative, aux décisions et que les délibérations prennent en compte l'activité de formation en entreprise. »

Art. 14. Un 5^e alinéa, rédigé comme suit, est ajouté à l'article 10 du décret précité :

« En ce qui concerne les élèves de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 qui n'obtiennent pas le certificat de qualification ce sont les modalités prévues à l'article 57, 4° du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé qui sont d'application. »

Art. 15. Des §§ 4 et 5, rédigés comme suit, sont ajoutés à l'article 14 du décret précité :

« § 4. Les élèves de l'enseignement secondaire spécialisé qui ont souscrit, soit un contrat d'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés, soit une convention emploi-formation, soit toute autre forme de contrat ou de convention reconnue par la législation du travail et s'inscrivant dans le cadre d'une formation en alternance qui aura reçu l'approbation du Gouvernement de la Communauté française, soit une convention ou un stage d'insertion socioprofessionnelle, au 1^{er} octobre de l'année scolaire en cours sont pris en compte, pour l'application du § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

§ 5. Les §§ 2 et 3 ne sont pas applicables aux élèves de l'enseignement secondaire spécialisé. »

Art. 16. § 1^{er}. A l'article 15, § 2, 1^{er} alinéa, du décret précité, les mots « dans le Centre d'Education et de Formation en alternance » sont ajoutés après les mots « à temps partiel ».

§ 2. Les §§ 3, 4 et 5 de l'article 15 du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement deviennent respectivement les §§ 4, 5 et 6.

§ 3. A l'article 15 du décret précité, il est ajouté un nouveau § 3, rédigé comme suit :

« § 3. 0,85 période hebdomadaire d'accompagnement est accordée pour tout élève régulièrement inscrit et soumis à l'obligation scolaire à temps partiel, dans l'enseignement secondaire spécialisé et placé dans une situation d'alternance, telle que prévue à l'article 2^{ter} § 1^{er} et § 3, et à l'article 3 § 3.

0,5 période hebdomadaire d'accompagnement est accordée pour tout élève régulièrement inscrit et non soumis à l'obligation scolaire à temps partiel, dans l'enseignement secondaire spécialisé et placé dans une situation d'alternance, telle que prévue à l'article 2^{ter} § 1^{er} et § 3, et à l'article 3 § 4. »

Art. 17. Aux articles 18, 19, 21, 24, 27 et 29 du décret précité, les mots suivants sont ajoutés : « cet article n'est pas applicable à l'enseignement secondaire spécialisé ».

TITRE II. — Modifications au décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé

Art. 18. L'article 3, § 1^{er} est complété par l'alinéa suivant :

L'enseignement secondaire spécialisé en alternance est organisé selon les modalités définies dans le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance tel que modifié.

Art. 19. A l'article 58 alinéa 1^{er}, les mots suivants sont insérés après « professeur de cours généraux 3 :

« et dans le cadre de l'enseignement en alternance, le coordonnateur et/ou l'accompagnateur du Centre d'Education et de Formation en Alternance. »

Art. 20. A l'article 80, un paragraphe 1^{er}bis est inséré :

§ 1^{er} bis. Dans le cadre de l'enseignement spécialisé en alternance, le Conseil de classe tel que défini au § 1^{er} est élargi au coordonnateur et/ou l'accompagnateur du Centre d'Education et de Formation en Alternance.

Art. 21. A l'article 80, un point 6 est inséré au § 3 :

6° émettre un avis motivé sur l'opportunité d'orienter un élève vers l'enseignement spécialisé en alternance.

Art. 22. L'article 125 est complété par l'alinéa suivant :

« 7°. du chef de la Cellule des accidents du travail de l'enseignement au sujet de la capacité de discernement d'un élève qui a commis un acte de violence ou qui est suspecté d'en avoir commis; cet avis peut être demandé uniquement en vue de l'application de l'article 14 de la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public. L'avis précisera si l'élève avait une capacité de discernement normale au moment des faits, ou s'il n'en avait pas. »

Art. 23. L'article 128 est complété par l'alinéa suivant :

« Le présent article n'est pas applicable aux avis émis en vertu de l'article 125, 7°. »

TITRE III. — Modifications de l'arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II

Art. 24. Au Chapitre II. - Normes de maintien de l'arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II, l'article 9, abrogé par l'arrêté royal n° 438 du 11 août 1986, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 9. Chaque option de base groupée organisée uniquement en alternance au 3^e degré de la section de qualification de l'enseignement technique ou au 3^eme degré de l'enseignement professionnel doit compter au moins 4 élèves dans la première année du degré. Chaque option de base groupée organisée uniquement en alternance en 7^e année de perfectionnement ou de spécialisation de l'enseignement technique doit compter au moins 4 élèves. L'ensemble des options de base groupées organisées uniquement en alternance en 7^e année de l'enseignement professionnel doit compter au moins 4 élèves. Cependant, concernant la 7^e année de perfectionnement ou de

spécialisation de l'enseignement technique et la 7^e année de l'enseignement professionnel, ce minimum peut être porté à 3 élèves ou un élève s'il est fait usage de la faculté prévue à l'article 5, alinéa 2, 2^o, b) ou c). »

Art. 25. Le présent décret produit ses effets le 1^{er} septembre 2009.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 26 mars 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget,
des Finances, de la Fonction publique et des Sports,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,
Ch. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,
M. TARABELLA

—
Note

(1) *Session 2008-2009*

Documents du Parlement. — Proposition de décret, n° 666-1. — Rapport, n° 666-2
Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 24 mars 2009.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 2445

[C - 2009/29291]

26 MAART 2009. — Decreet houdende diverse bepalingen inzake het alternerend onderwijs, het gespecialiseerd onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — *Wijziging van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend onderwijs.*

Artikel 1. § 1. In artikel 2, tweede lid, van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs, worden de woorden « gewoon en gespecialiseerd » toegevoegd na het woord « secundair ».

§ 2. In artikel 2, tweede lid, van het bovenvermelde decreet worden de woorden « van het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3 » toegevoegd na het woord « beroepsonderwijs ».

§ 3. In artikel 2 van het bovenvermelde decreet, wordt een derde lid toegevoegd : « De Regering bepaalt de nadere regels voor de toepassing van het alternerend systeem in het gespecialiseerd secundair onderwijs ».

Art. 2. § 1. In artikel 2*bis*, § 1, van het bovenvermelde decreet worden de volgende woorden toegevoegd :

« 3^o een onderwijs dat georganiseerd wordt overeenkomstig artikel 47 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren en dat tot het uitreiken leidt van een specifiek kwalificatiegetuigschrift dat de studies bekrachtigt waarvan het niveau vastgesteld wordt op grond van de opleidingsprofielen bedoeld in artikel 47 van hetzelfde decreet en dat garant staat voor een algemene en humanistische opleiding. »

§ 2. In artikel 2*bis*, § 4, eerste lid, van het bovenvermelde decreet, worden de woorden « in § 1 » vervangen door de woorden « in § 1, 1^o en 2^o ».

§ 3. In artikel 2*bis*, § 4, tweede lid, van het bovenvermelde decreet, worden de woorden « in artikel 7 » vervangen door de woorden « in artikel 2*quater*, § 2 ».

Art. 3. § 1. In artikel 2*ter*, § 1, derde lid, van het bovenvermelde decreet, worden de woorden « of in het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4, naargelang het geval » toegevoegd na de woorden « Centrum voor alternerend onderwijs en vorming ».

§ 2. § 3 van artikel 2*ter* van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend onderwijs wordt § 4.

§ 3. In artikel 2*ter* van het bovenvermelde decreet wordt een nieuw § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. Het alternerend secundair onderwijs bedoeld in artikel 2*bis*, § 1, 3^o, wordt georganiseerd of gesubsidieerd op het niveau van vorm 3 van het gespecialiseerd onderwijs.

Dit onderwijs wordt verstrekt naar rata van minstens zeshonderd lestijden van vijftig minuten per jaar, gespreid over ten minste twintig weken en bestaat verplicht uit minstens zeshonderd uren opleidingsactiviteiten door werk in een onderneming per jaar, gespreid over ten minste twintig weken. Het opleidingsjaar kan samenvallen met de schoolkalender of kan georganiseerd worden volgens andere nadere regels. De opleiding kan georganiseerd worden in opleidingsmodules. Voor de leerlingen bedoeld in artikel 2*bis*, § 3 kan het gedeelte van de opleiding verzekerd door het onderwijs tot 300 lestijden per opleidingsjaar verminderd worden.

Wanneer het onmogelijk blijkt, om welke redenen dan ook, voor een opleidingsjaar te beschikken over ten minste zeshonderd uren activiteiten opleiding door te werken in een onderneming, worden bijkomende lestijden beroepsopleiding in het gespecialiseerd onderwijs georganiseerd. Het aantal uren activiteiten opleiding door werk in een onderneming mag evenwel niet lager liggen dan driehonderd per opleidingsjaar.

De Minister, belast met het alternerend onderwijs, kan, om uitzonderlijke redenen, een afwijking toekennen van de bepalingen van het tweede en derde lid.

Art. 4. In artikel 2*quater*, § 2, derde lid van het bovenvermelde decreet worden de woorden « Dit lid is niet van toepassing op het gespecialiseerd secundair onderwijs » toegevoegd na de woorden « die er worden georganiseerd ».

Art. 5. § 1. Artikel 2*quinquies*, § 1, tweede lid, wordt vervangen als volgt :

« In eender welk geval, als de Directieraad zijn toestemming verleent, creëert of behoudt de inrichting de betrokken optie, hetzij in de beide vormen van het onderwijs met volledig leerplan en het alternerend onderwijs of slechts één van beide vormen. Alle procedures met betrekking tot de programmatie, de schorsing, de afwijking en de omvorming in het secundair onderwijs met volledig leerplan vastgelegd door of met toepassing van het decreet van 29 juli 1992 houdende de organisatie van het secundair onderwijs, alsook de verschillende daarop betrekking hebbende normen zijn van toepassing, met uitzondering van het minimum aantal bevolking per gegroepeerde basisoptie wanneer deze slechts in het alternerend onderwijs georganiseerd wordt in de derde graad van de kwalificatieafdeling van het technisch onderwijs, in de derde graad van het beroepsopleiding, in het zevende vervolmakings- of specialisatiejaar van het technisch onderwijs of in het zevende jaar van het beroepsopleiding. Het minimum aantal bevolking wordt vastgesteld door het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982. Een leerling van het Centrum voor alternerend onderwijs en vorming die in aanmerking is genomen, is, voor alle procedures, gelijk aan een leerling uit het voltijds onderwijs. Wanneer de creatie enkel gebeurt in het alternerend onderwijs en het opleidingsjaar krachtens artikel 2*ter*, § 1 tweede lid, en § 2, tweede lid, op een andere manier verloopt dan de schoolkalender, moet de norm bereikt zijn bij de oprichting en wordt hiervan minstens één maand vóór het begin van de nieuwe opleiding kennis gegeven aan het bestuur. »

§ 2. In artikel 2*quinquies* van het bovenvermelde decreet, wordt een § 3 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 3. De opleidingen bedoeld in artikel 2*bis*, § 1, 3^o, worden vastgesteld door het Centrum voor alternerend onderwijs en vorming, bij beslissing genomen door twee derde van de aanwezige leden van de Directieraad en nadat ervoor te hebben gezorgd dat de inrichting waar de opleiding zal worden gegeven, de toestemming heeft verkregen van haar inrichtende macht.

Het Centrum voor alternerend onderwijs en vorming bezorgt tegen 1 oktober de lijst van de opleidingen die op die datum georganiseerd worden, alsmede de lijst van de leerlingen die hiervoor zijn ingeschreven. Het licht het bestuur en de inspecteur-coördinator van het gespecialiseerd onderwijs, tijdens het lopende jaar, onmiddellijk in over elke wijziging aan de lijst van de opleidingen en de leerlingen. »

Art. 6. In artikel 3, § 1, van het bovenvermelde decreet, worden de woorden « behalve voor de leerlingen van het gespecialiseerd onderwijs die ingeschreven blijven in de inrichting van het gespecialiseerd secundair onderwijs. » toegevoegd na de woorden « de inschrijving van de leerlingen ».

Art. 7. Het eerste lid van artikel 18 van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs, wordt vervangen als volgt :

« Voor de berekening van de betrekkingen van het onderwijzend hulp personeel en van het administratief personeel en van onderdirecteur wordt het aantal leerlingen dat ingeschreven is in het alternerend secundair onderwijs in aanmerking genomen in de inrichting van het onderwijs met volledig leerplan waar deze het merendeel van hun beroepsopleiding volgen. De leerlingen die lessen volgen in een inrichting voor sociale promotie, worden in aanmerking genomen in de zetel-inrichting van het Centrum voor alternerend onderwijs en vorming. Het aantal leerlingen is voorzien van coëfficiënt 0,5. »

Art. 8. § 1. In artikel 4, derde lid, van het bovenvermelde decreet, worden de woorden « en/of die vorm 3 van het gespecialiseerd secundair onderwijs inricht » toegevoegd na de woorden « van de kwalificatieafdelingen ».

§ 2. In artikel 4, derde lid, van het bovenvermelde decreet worden de woorden « Voor het gespecialiseerd secundair onderwijs wordt het advies van de Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs vereist. » toegevoegd na de woorden « volgens de nadere regels die de Regering bepaalt ».

§ 3. In artikel 4, vierde lid, van het bovenvermelde decreet, worden de woorden « Algemene Raad voor secundair onderwijs » vervangen door de woorden « Algemene Raad voor het gewoon secundair onderwijs of van de Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs, naargelang het geval ».

§ 4. In artikel 4 van het bovenvermelde decreet wordt een zesde lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De leerlingen van het gespecialiseerd secundair onderwijs die ofwel een overeenkomst hebben ingetekend voor het leren van beroepen uitgeoefend door werknemers, ofwel een overeenkomst werk-opleiding, ofwel elke andere vorm van overeenkomst erkend door de arbeidswetgeving en die passen in het kader van een alternerend onderwijs waarvoor de Regering van de Franse Gemeenschap een toestemming geeft, ofwel een overeenkomst of een stage voor de socioprofessionele integratie, worden op 1 oktober van het lopende schooljaar in aanmerking genomen voor de toepassing van het tweede lid. »

Art. 9. In artikel 5 van het bovenvermelde decreet wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De samenwerking tussen een inrichting van het gespecialiseerd secundair onderwijs en een Centrum voor alternerend onderwijs en vorming wordt geregeld door een overeenkomst waarvan de nadere regels door de Regering worden bepaald. »

Art. 10. § 1. In artikel 5*bis* van het bovenvermelde decreet, worden de §§ 3 en 4 vervangen als volgt :

« § 3. De zonale raad voor alternerend onderwijs neemt zijn beslissingen bij consensus. Zo niet, bezorgt hij de Algemene Overlegraad voor het gewoon secundair onderwijs en de Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs de verschillende voorstellen van beslissing waarover is beraad en waarover geen consensus is bereikt. De Algemene Overlegraad voor het gewoon secundair onderwijs en de Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs nemen een beslissing over dit onderwerp tijdens een debat volgens de nadere regels die de Regering bepaalt.

§ 4. De zonale raad voor alternerend onderwijs stelt jaarlijks een kwantitatief en kwalitatief verslag op over het alternerend secundair onderwijs in de zone. Dit verslag wordt verzonden naar de Algemene Overlegraad voor het gewoon secundair onderwijs en de Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs en nadien, samen met hun opmerkingen, naar de Regering. »

Art. 11. In artikel 6, § 1, eerste lid, van het bovenvermelde decreet, worden de woorden « in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming » vervangen door de woorden « in het alternerend secundair onderwijs ».

Art. 12. § 1. In artikel 9, derde lid, van het bovenvermelde decreet, worden de woorden « In het alternerend gespecialiseerd secundair onderwijs worden de samenstelling en de werking van de klassenraad geregeld door artikel 80 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs » toegevoegd na de woorden « artikel 9 van dit decreet ».

§ 2. In artikel 9, vierde lid, van het bovenvermelde decreet, vervangen de woorden « behalve het feit dat de coördinator en/of een begeleider » de woorden « behalve het feit dat de coördinator en een begeleider ».

Art. 13. In het bovenvermelde decreet wordt een artikel *9ter* toegevoegd, luidend als volgt :

« Art. *9ter*. § 1. De leerling die regelmatig de vakken in het alternerend secundair onderwijs bedoeld in artikel *2bis*, § 1, 3°, heeft gevolgd, en de vaardigheden heeft verworven die zijn vastgelegd door het specifiek opleidingsprofiel, bekomt een kwalificatiegetuigschrift waarvan de Regering het model bepaalt.

§ 2. De uitreiking van kwalificatiegetuigschriften in het alternerend onderwijs bedoeld in dit artikel gebeurt volgens dezelfde nadere regels als deze van kwalificatiegetuigschriften in het secundair onderwijs met volledig leerplan behalve het feit dat de coördinator en/of een begeleider hierbij met raadgevende stem betrokken zijn en dat bij de deliberaties rekening wordt gehouden met de activiteiten opleiding in een bedrijf. »

Art. 14. In artikel 10 van het bovenvermelde decreet wordt een vijfde lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Wat betreft de leerlingen van het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3 die geen kwalificatiegetuigschrift behalen, zijn de nadere regels bedoeld in artikel 57, 4°, van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs van toepassing. »

Art. 15. In artikel 14 van het bovenvermelde decreet worden de §§ 4 en 5 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 4. De leerlingen van het gespecialiseerd secundair onderwijs die ofwel een overeenkomst hebben ingetekend voor het leren van beroepen uitgeoefend door werknemers, ofwel een overeenkomst werk-opleiding, ofwel elke andere vorm van overeenkomst erkend door de arbeidswetgeving en die passen in het kader van een alternerend onderwijs waarvoor de Regering van de Franse Gemeenschap een toestemming geeft, ofwel een overeenkomst of een stage voor de socioprofessionele integratie, worden op 1 oktober van het lopende schooljaar in aanmerking genomen voor de toepassing van § 1, eerste lid.

§ 5. §§ 2 en 3 zijn niet van toepassing op de leerlingen van het gespecialiseerd secundair onderwijs. »

Art. 16. § 1. In artikel 15, § 2, eerste lid van het bovenvermelde decreet, worden de woorden « in het Centrum voor alternerend onderwijs en vorming » toegevoegd na de woorden « deeltijdse ».

§ 2. §§ 3, 4 en 5 van artikel 15 van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs, worden respectievelijk §§ 4, 5 en 6.

§ 3. In artikel 15 van het bovenvermelde decreet wordt een nieuw § 3 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 3. 0,85 wekelijkse lestijd begeleiding wordt toegekend voor elke leerling die regelmatig ingeschreven wordt en die onderworpen is aan de deeltijdse leerplicht in het gespecialiseerd secundair onderwijs en die geplaatst wordt in het alternerend onderwijs, zoals bedoeld in artikel *2ter*, § 1 en § 3, en in artikel 3, § 3.

0,5 wekelijkse lestijd begeleiding wordt toegekend aan elke leerling die regelmatig ingeschreven is en die niet onderworpen is aan de deeltijdse leerplicht in het gespecialiseerd secundair onderwijs en die geplaatst wordt in het alternerend onderwijs, zoals bedoeld in artikel *2ter*, § 1 en § 3, en in artikel 3, § 4. »

Art. 17. In de artikelen 18, 19, 21, 24, 27 en 29 van het bovenvermelde decreet worden de volgende woorden toegevoegd : « dit artikel is niet van toepassing op het gespecialiseerd secundair onderwijs ».

TITEL II. — *Wijziging van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs*

Art. 18. Artikel 3, § 1, wordt aangevuld als volgt :

« Het alternerend gespecialiseerd secundair onderwijs wordt georganiseerd volgens de nadere regels bepaald in het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs, zoals gewijzigd. »

Art. 19. In artikel 58, eerste lid, worden de volgende woorden ingevoegd na de woorden « een leraar algemene cursussen » :

« en in het kader van het alternerend onderwijs, de coördinator en/of de begeleider van het Centrum voor alternerend onderwijs en vorming. »

Art. 20. In artikel 80, wordt een § *1bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« § *1bis*. In het kader van het alternerend gespecialiseerd onderwijs wordt de Klassenraad, zoals bedoeld in § 1, uitgebreid tot de coördinator en/of de begeleider van het Centrum voor Alternerend Onderwijs en Vorming.

Art. 21. In artikel 80, wordt een punt 6 ingevoegd in § 3 :

6° het uitbrengen van een met redenen omkleed advies over de mogelijkheid om een leerling naar het alternerend gespecialiseerd onderwijs te richten.

Art. 22. Artikel 125 wordt aangevuld als volgt :

« 7°. Het hoofd van de Cel Arbeidsongevallen van het onderwijs over het onderscheidingsvermogen van een leerling die een gewelddaad gepleegd heeft of die verdacht wordt deze gepleegd te hebben; dit advies kan slechts aangevraagd worden met toepassing van artikel 14 van de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector. Het advies zal bepalen of de leerling al dan niet een normaal onderscheidingsvermogen had op het ogenblik van de feiten. »

Art. 23. Artikel 128 wordt aangevuld als volgt :

« Dit artikel is niet van toepassing op de adviezen uitgebracht krachtens artikel 125, 7°. »

TITEL III. — *Wijziging van het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II*

Art. 24. In Hoofdstuk II. – Behoudsnormen van het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II, wordt artikel 9, opgeheven bij het koninklijk besluit nr. 438 van 11 augustus 1986, in de volgende lezing hersteld :

« Art. 9. Elke gegroepeerde basisoptie die slechts in het alternerend onderwijs georganiseerd wordt in de derde graad van de kwalificatieafdeling van het technisch onderwijs of in de derde graad van het beroepsonderwijs, moet ten minste 4 leerlingen tellen in het eerste jaar van de graad. Elke gegroepeerde basisoptie die slechts georganiseerd wordt in het alternerend onderwijs in het zevende vervolmakings- of specialisatiejaar van het technisch onderwijs, moet ten minste 4 leerlingen tellen. Het geheel van de gegroepeerde basisopties die slechts in het alternerend onderwijs georganiseerd worden in het zevende jaar van het beroepsonderwijs, moet ten minste 4 leerlingen tellen. Nochtans, wat betreft het zevende vervolmakings- of specialisatiejaar van het technisch onderwijs en het zevende jaar van het beroepsonderwijs, moet dit minimaal aantal naar 3 leerlingen gebracht worden of één leerling als hij/zij gebruik maakt van de mogelijkheid bedoeld in artikel 5, tweede lid, 2°, b) of c). »

Art. 25. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 september 2009.

Brussel, 26 maart 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,
C. DUPONT

De Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,
M. TARABELLA

—
Nota

(1) *Zitting 2008-2009*

Stukken van het Parlement. — Voorstel van decreet, nr. 666-1. — Verslag nr. 666-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming.- Vergadering van 24 maart 2009.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 2446

[C - 2009/29356]

30 AVRIL 2009. — Décret relatif aux actions en matière d'alphabétisation et d'insertion dans l'enseignement de promotion sociale (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par :

- **Public infra-scolarisé** : les personnes de plus de 18 ans n'ayant jamais été scolarisées ou n'ayant pas acquis ou conservé, dans leur langue maternelle, les compétences correspondantes à celles sanctionnées par le certificat d'études de base.
- **Association** : une association au sens de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, telle que modifiée par la loi du 2 mai 2002 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations.
- **Unité de formation** : une unité de formation est constituée d'un cours ou d'un ensemble de cours qui sont regroupés parce qu'ils poursuivent des objectifs communs et constituent, dès lors, un ensemble pédagogique au niveau de l'acquisition de connaissances et/ou de savoir-faire.
- **Périodes A et B** : une période correspond à 50 minutes. La période B appartient à la catégorie B qui comprend les périodes d'enseignement secondaire inférieur et la période A appartient à la catégorie A qui comprend les périodes d'enseignement secondaire supérieur dans l'Enseignement de Promotion sociale de régime 1.
- **FLE** : se rapporte aux unités de formation de Français langue étrangère.
- **CEB** : certificat d'études de base.
- **Accord de coopération** : l'Accord de coopération du 2 février 2005 relatif au développement de politiques concertées en matière d'alphabétisation des adultes conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale.